

Maîtrise d'ouvrage :

**EHPAD – LE CLOS FLEURI**

12, Rue du Parc – 77520 DONNEMARIE-DONTILLY

**EXTENSION DE L'EHPAD  
LE CLOS FLEURI  
A DONNEMARIE-DONTILLY**



**Cahier des Clauses Techniques  
Particulières (C.C.T.P.)  
NOVEMBRE 2024**

**LOT 00 - PREAMBULE**

**Indice A**

ESQ	APS	APD	PC	PRO	DCE	MARCHE	CHANTIER
-----	-----	-----	----	-----	-----	--------	----------

## **SOMMAIRE**

<b>00 - Préambule :</b>	<b>4</b>
00.01 - Description	4
00.02 - Décomposition des travaux en lots	4
00.03 - Phasage de l'opération	4
00.04 - Généralités	4
00.03.01 - Dispositions communes à tous les corps d'état	5
00.03.01.01 - Entrepreneur principal	5
00.03.01.02 - Obligations particulières non limitatives	5
00.03.01.03 - Mission de contrôle technique	5
00.03.01.04 - Coordination, Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)	5
00.03.01.05 - Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)	5
00.03.02 - Documents de référence contractuels	6
00.03.02.01 - Obligations contractuelles	6
00.03.02.02 - Ordre de préséance	6
00.03.02.03 - Matériaux et produits hors domaine d'application des DTU/CCTG	6
00.03.02.04 - Documents réglementaires à caractère général	6
00.03.03 - Listes des documents	7
00.04 - Spécifications communes a tous les lots	7
00.04.01 - Prestations a la charge des entreprises	7
00.04.02 - Prescriptions techniques	7
00.04.03 - Etudes techniques	8
00.04.04 - Contrôles	8
00.04.05 - Présentation des offres	8
00.04.06 - Gravois et déchets de chantier	8
00.04.07 - Récupération de matériaux	9
00.04.08 - Réservations trous et scellements	9
00.04.08.01 - A la charge du lot GO :	9
00.04.08.02 - A la charge des lots techniques :	9
00.04.09 - Echafaudages - manutention - protection	9
00.04.10 - Dossier des ouvrages exécutés	9
00.04.11 - Connaissance des lieux	10
00.04.12 - Comptes rendus de chantier	10
00.05 - Compte prorata	10
00.05.01 - Répartition des dépenses communes	10
00.05.01.01 - Frais à la charge exclusive de l'entrepreneur principal :	10
00.05.01.02 - Frais à la charge de chaque entrepreneur en ce qui le concerne :	10
00.05.01.03 - Frais à la charge commune de tous les entrepreneurs et répartis au compte prorata général, auquel tous les corps d'état participent :	11
00.05.01.04 - Gestion et trésorerie du compte prorata :	11
00.06 - Exécution des travaux	11
00.06.01 - Prestations à la charge des entreprises	11
00.06.02 - Liaison entre les corps d'état	11

00.06.03 - Coordination des études : .....	12
00.06.04 - Renseignements et documents techniques à fournir : .....	12
00.06.05 - Traits de niveau.....	13
00.06.06 - Echantillons.....	13
00.06.07 - Eléments modèles .....	13
00.06.08 - Règles d'exécution générales.....	13
00.06.09 - Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux .....	14
00.06.09.01 - Prescriptions concernant les matériaux en général : .....	14
00.06.09.02 - Agréments - Essais - Analyses : .....	14
00.06.09.03 - Le bois .....	14
00.06.09.04 - Matériaux proscrits.....	15
00.06.09.05 - Qualités des matériaux.....	15
00.06.09.06 - Programme Performanciel Environnementale .....	15
00.06.09.07 - Stock de maintenance.....	15
00.07 - Protection des ouvrages .....	15
00.07.01 - Protection des ouvrages des autres corps d'état : .....	15
00.07.02 - Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages : .....	16
00.07.03 Nettoyage de chantier .....	16
00.07.04 - Avant opération préalable à la réception : .....	16
00.07.05 - Pendant les opérations préalables à la réception, après intervention du Peintre : .....	16
00.08 - Autres prescriptions .....	17
00.08.01 - Représentation de l'entrepreneur : .....	17
00.08.02 - Moyens de l'entrepreneur : .....	17
00.08.03 - Stockage, manutentions sur site : .....	17
00.08.04 - Préchauffage des bâtiments : .....	17
00.08.05 - Contrôles et réception : .....	17
00.08.05.01 - Contrôles et essais.....	18
00.08.05.02 - Rebut des fournitures.....	18
00.08.05.03 - Protection et maintien des installations : .....	18
00.08.05.04 - Documents fournis au moment des opérations préalables à la réception .....	18
00.09 - Sécurité .....	18
00.10 - Disposition d'hygiène communes .....	19
00.10.01 - Nettoyage journalier du poste de travail .....	19
00.10.02 - Evacuation des déchets .....	19
00.10.03 - Les locaux communs sanitaires .....	19
00.10.04 - Dispositions d'hygiène pour le cantonnement.....	19
00.10.04.01 - Pour les sanitaires.....	19
00.10.04.02 - Les réfectoires.....	19
00.10.04.03 - Les vestiaires .....	19
00.10.05 - Réunion de chantier .....	19
00.10.06 - CSPS .....	20

## **00 - Préambule :**

### **00.01 - Description**

L'opération a pour objet l'extension de l'EHPAD LE CLOS FLEURI à DONNEMARIE-DONTILLY

Les travaux se dérouleront en site occupé, une attention particulière sera apportée sur la sécurité du chantier ainsi que sur les nuisances qui devront être réduite au minimum

Les travaux d'extension nécessitent la création d'une baie dans le mur de façade existant.

L'extension sera réalisée en maçonnerie sur micro-pieux, le plancher haut sera réalisé en béton et recouvert d'une étanchéité protégée, les menuiseries seront en aluminium.

L'isolation en ITI sur les élévations et en ITE pour la toiture terrasse

### **00.02 - Décomposition des travaux en lots**

L'ensemble des travaux de la présente opération est divisé en 07 lots à savoir :

N° de lot	Désignation des lots
01	Gros-œuvre - VRD
02	Etanchéité
03	Menuiseries extérieures
04	Plâtrerie – Menuiseries intérieures
05	Electricité CFO / CFA
06	Plomberie sanitaires / CVC
07	Peinture / Sols souples

### **00.03 - Phasage de l'opération**

Les travaux seront réalisés en une seule phase

### **00.04 - Généralités**

L'ensemble des ouvrages prévus est conforme aux normes françaises et textes réglementaires concernant la construction dans leur édition la plus récente.

Les matériaux et ensembles non traditionnels font l'objet d'un avis technique en cours de validité, accepté par l'AFAC.

Les travaux seront exécutés conformément aux clauses et conditions générales des documents ci-après en vigueur à la date de remise des offres, à savoir :

Les avis techniques, recommandations professionnelles

Les règlements de sécurité, les cahiers du CSTB

Les documents techniques applicables à l'ensemble des travaux concernés par le projet

Les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et documents de référence.

Les règles d'exécution des Documents Techniques Unifiés contenant les prescriptions des Cahiers des Clauses Techniques (CCT), des Cahiers des Clauses Spéciales (CCS) et autres documents

Aux EUROCODES :

- Eurocode 0 – Base de calcul des structures
- Eurocode 1 – Actions sur les structures
- Eurocode 2 – Calcul des structures en béton
- Eurocode 3 – Calcul des structures en acier
- Eurocode 4 – Calcul des structures mixtes acier-béton
- Eurocode 5 – Conception et calcul des structures en bois
- Eurocode 6 – Calcul des ouvrages en maçonnerie
- Eurocode 7 – Calcul géotechnique
- Eurocode 8 – Calcul des structures pour leur résistance aux séismes
- Eurocode 9 – Calcul des structures en aluminium

#### **00.03.01 - Dispositions communes à tous les corps d'état**

##### **00.03.01.01 - Entrepreneur principal**

L'entrepreneur "Principal" est l'entrepreneur titulaire du marché lot N° 01 Gros œuvre - VRD

##### **00.03.01.02 - Obligations particulières non limitatives**

Réalisation des travaux conformément à toutes les pièces écrites et graphiques constituant le marché  
La prestation fournie par chaque corps d'état devra comprendre l'intégralité des ouvrages nécessaires à la terminaison complète du programme.

Tous les ouvrages dits "Non traditionnels" devront justifier des avis techniques réglementaires en cours de validité délivrés par le C.S.T.B. ou bien d'une police d'assurance complémentaire couvrant le risque décennal aux termes de la réglementation en vigueur.

Les marques d'appareillage ou de matériaux stipulées dans le cours de la description s'entendent comme des exemples et doivent être associés à l'expression "OU EQUIVALENT" ; étant entendu que les maîtres d'ouvrage et d'œuvre ont la faculté d'imposer les marques prescrites, si celles de remplacement ne correspondent pas exactement en qualité comme en aspect.

##### **00.03.01.03 - Mission de contrôle technique**

Mission de Contrôle Technique prise en charge par le maître d'ouvrage est assurée par : *SOCOTEC*

##### **00.03.01.04 - Coordination, Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)**

Mission de "Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé" prise en charge par le maître d'ouvrage est assurée par :

*CSPS à désigner par le MOA*

Intervention dès le début de la phase CHANTIER jusqu'à la réception des travaux.

Respect des prescriptions imposées par le "Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé" - P.G.C.S.P.S.

##### **00.03.01.05 - Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)**

Mission d'Ordonnancement, Pilotage, Coordination prise en charge par le maître d'ouvrage est assurée par :

*L'agence ROUVEAU Architectes*

Tout entrepreneur doit prendre connaissance de façon approfondie des programmes de travaux et



C.C.T.P de tous les corps d'état en vue d'organiser en accord avec le maître d'œuvre, les stades de préparation, fabrication et mise en œuvre de ses ouvrages.

Il fournira en temps voulu et selon les instructions qui lui sont données, les précisions relatives aux ouvrages dont l'exécution est liée à des sujétions communes.

Chaque entrepreneur s'engage formellement à respecter les décisions prises par l'OPC quant à la marche et à la coordination des travaux dans le cadre du planning d'exécution et en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages quelles que soient les sujétions particulières imposées à son Entreprise.

#### **00.03.02 - Documents de référence contractuels**

##### **00.03.02.01 - Obligations contractuelles**

Seront seuls documents contractuels, les DTU et documents ayant valeur de DTU figurant sur la liste des fascicules interministériels, connus à la date du chantier.

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et parfaitement connaître les DTU ou CCTG ainsi que les NF en vigueur, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Les DTU devenant des normes dans le cadre de l'harmonisation européenne, il est précisé à ce sujet que seront documents contractuels : les DTU ayant statut de norme homologuée ainsi que ceux à statut de norme expérimentale, connus à la date du chantier.

##### **00.03.02.02 - Ordre de préséance**

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU ou CCTG et des normes :

- Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU ou CCTG et des normes qui prévaudront.

- Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, contenues plus particulièrement dans les « Cahiers des clauses spéciales des DTU », ce sont les clauses des documents particuliers du marché qui prévaudront.

##### **00.03.02.03 - Matériaux et produits hors domaine d'application des DTU/CCTG**

Pour les matériaux et produits « non traditionnels » qui n'entrent pas dans le domaine d'application des DTU/CCTG, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis Technique, pour les matériaux et produits qui en ont fait l'objet.

- Règles et prescriptions du fabricant pour les matériaux et produits n'ayant pas fait l'objet d'un Avis Technique.

##### **00.03.02.04 - Documents réglementaires à caractère général**

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- R.E.E.F.
- Code de la construction et de l'habitation
- Réglementation sécurité incendie.
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.
- Règlement sanitaire départemental et/ou national.
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement.
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier.
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre.
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier.
- Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

#### **00.03.03 - Listes des documents**

Voir liste des pièces jointe en annexe

### **00.04 - Spécifications communes a tous les lots**

#### **00.04.01 - Prestations a la charge des entreprises**

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché.
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier.
- L'établissement des plans d'exécution
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux.
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels.
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages.
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux.
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception.
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux.
- La remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements.
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution.
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata.
- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

L'entreprise devra respecter les finitions du bâtiment mis à disposition et, le cas échéant, le remettre en état en fin de travaux

Il conviendra aux entreprises de se référer au PGC joint au présent dossier de consultations.

#### **00.04.02 - Prescriptions techniques**

Les travaux seront réalisés conformément aux normes et règlements en vigueur et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants à la date de remise des offres

Le règlement sanitaire duquel relève la commune où sont implantés les travaux.

Les fascicules techniques du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés de travaux de bâtiments et de travaux publics passés au nom de l'État.

Les documents techniques unifiés (D.T.U.) publiés par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes.

Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux D.T.U. et les mémentos pour la conception, publiés par le C.S.T.B.

Les Cahiers des Charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.

D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrage qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précités.

Les solutions types du C.S.T.B. pour l'application de la réglementation en matière d'isolation thermique - de ventilation - d'isolation acoustique - etc...

Les normes françaises homologuées.

#### **00.04.03 - Etudes techniques**

A partir des documents fournis dans le dossier, les entreprises doivent faire réaliser à leurs frais, par un bureau d'études qualifié, toutes les études techniques et plans d'exécution nécessaires à la réalisation de leurs ouvrages.

#### **00.04.04 - Contrôles**

A la charge des entreprises :

3 semaines minimum avant mise en fabrication ou travaux, fourniture aux responsables intéressés de tous documents nécessaires à l'exercice de leur mission. (plans - notes techniques - calculs - etc...)

Fourniture des P.V. d'essais attestant la qualité des matériaux et ouvrages réalisés.

Contrôle et prise en charge à différents niveaux des matériaux et produits :

Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, s'assurer que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.

Au niveau du stockage, s'assurer que les fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées et stockées.

Au niveau de l'interface entre corps d'état, vérifier que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation des prestations du lot concerné.

Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, vérifier que la réalisation est conforme aux documents cités dans le dossier.

#### **00.04.05 - Présentation des offres**

Les offres seront obligatoirement présentées sous forme de :

#### **BORDEREAU DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE**

Respectant strictement la chronologie et les références du C.C.T.P.

Les quantités portées sur les bordereaux ne sont pas contractuelles ; elles seront vérifiées par les entreprises qui devront chiffrer et signaler les éventuelles erreurs ou omissions avant engagement

#### **00.04.06 - Gravois et déchets de chantier**

Charge à chaque entreprise d'évacuer les gravois et déchets de chantier provenant de ses travaux

Charge à chaque entreprise de nettoyer les locaux et aires d'évolution lui incombant après travaux

Droits - sujétions d'enlèvement - frais de décharge - etc... à la diligence de l'entreprise concernée



---

Il est strictement interdit de déposer des gravois et déchets de chantier dans les conteneurs de la zone d'activité

Nota : Une charte chantier à faible impact environnementale est jointe en annexe au dossier de consultation des entreprises, les prescriptions de cette annexe sont en prendre en compte lors de la candidature et ne pourront pas faire l'objet de prestations supplémentaires celle-ci étant entendues comme inclus dans les prix unitaires des prestations.

#### **00.04.07 - Récupération de matériaux**

Possibilité du maître d'ouvrage de récupérer certains matériaux de son choix, provenant des gravois et des déchets, destinés à être évacués  
Sortie des dits matériaux par l'entreprise concernée  
Enlèvement à la diligence du maître d'ouvrage

#### **00.04.08 - Réservations trous et scellements**

##### **00.04.08.01 - A la charge du lot GO :**

Dans ouvrages béton et suivant plans techniques :

Réservations de trous – percements tous diamètres - empochements - saignées - trappes - défoncés - etc...

Mise en place de taquets - ferrements - accessoires fournis par les spécialistes.

Dans tous ouvrages béton et maçonnerie :

Descellements - scellements - calfeutrements - raccords de parement à l'identique.

##### **00.04.08.02 - A la charge des lots techniques :**

Percements - tranchées - encastrement - refouillements - toutes façons pour mise en place - fixations des ouvrages - passages de canalisations - etc...

Incorporations dans ouvrages de béton des fourreaux et boîtiers nécessaires au passage des canalisations. (Électricité - courant faibles - eau - etc...)

Scellements - calfeutrements - bouchements des percements - réservations - raccords de parements à l'identique - toutes façons pour : mise en place - fixation ouvrages - passage des canalisations - etc...

Dans le cas d'une erreur de réservations, ou d'une réservation oubliée, l'Entreprise responsable devra prendre à sa charge les travaux nécessaires pour créer la réservation, y compris les renforts dans la structure. Avant toute intervention, elle devra recevoir la validation technique de la part de l'Entreprise de GROS ŒUVRE.

#### **00.04.09 - Echafaudages - manutention - protection**

Chaque lot est réputé comprendre dans sa proposition tous les dispositifs d'échafaudages - manutentions protections - prestations de tous ordres nécessaires à la réalisation de ses travaux

#### **00.04.10 - Dossier des ouvrages exécutés**

A la charge des entreprises concernées, remise en fin de chantier avant réception des ouvrages :  
(En quatre exemplaires papiers et un exemplaire numérique reproductible)

P.V. de contrôles et vérifications dans la forme définie par les documents COPREC N° 1 et 2

P.V. de réception établis par un organisme agréé concernant les installations spécifiques

P.V. d'essais en cours de validité attestant la qualité des matériaux et ouvrages réalisés

Plans de récolement - notices techniques - notices de fonctionnement de chacun des

ouvrages

Dossier photos couleurs de l'opération, avant, pendant et après les travaux

#### **00.04.11 - Connaissance des lieux**

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux.
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées.
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

#### **00.04.12 - Comptes rendus de chantier**

Établis et diffusés par le maître d'œuvre suite à chacun des rendez-vous de chantier hebdomadaires. Les observations consignées dans ces comptes rendus sont réputées connues de toutes les entreprises

Elles sont opposables à tout différend si celles-ci ne sont pas réfutées dans les sept jours suivant l'établissement du compte rendu

### **00.05 – Compte prorata**

#### **00.05.01 - Répartition des dépenses communes**

##### **00.05.01.01 - Frais à la charge exclusive de l'entrepreneur principal :**

Occupation - entretien - remise en état des terrains - voies publiques - emprises - etc...

Païement des charges de ville et de police.

Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du Code de l'Urbanisme

Installations communes de chantier.

Aménagement - entretien et démontage des voies provisoires.

Nettoyage - entretien et réparation des voies existantes et abords.

Repliement de tout matériel et installations communes.

Nettoyage des emprises et remise en état en fin de travaux.

Clôture pleine de chantier avec fermeture provisoire par portail y compris manutention journalière des palissades.

Nettoyage permanent des abords du chantier.

##### **00.05.01.02 - Frais à la charge de chaque entrepreneur en ce qui le concerne :**

Nettoyages - sortie et chargement des déchets provenant de ses ouvrages.

Nettoyages - remise en état - réparation des ouvrages - installations salis ou détériorés par lui.

Nettoyage permanent des lieux de travail sur le chantier.

Protection de ses ouvrages par tous moyens jusqu'à la livraison du chantier.

Remplacement ou réfection de ses ouvrages volés - détournés ou détériorés.

Echafaudages - protections - manutentions nécessités par l'exécution de ses travaux.

Assurances de chantier : vol - incendie - responsabilité civile, etc...

Bâtiments provisoires et aménagement d'aires spécifiques à son activité : stockage - ateliers - bureaux - échantillons et prototype de toute nature sur demande de la maîtrise d'œuvre, - etc...

**00.05.01.03 - Frais à la charge commune de tous les entrepreneurs et répartis au compte prorata général, auquel tous les corps d'état participent :**

Consommations eau et d'électricité

Les bris de verre ou dégâts de toute nature dont les responsables sont inconnus.

Les chutes et gargouilles provisoires pour l'évacuation des eaux pluviales en dehors des bâtiments.

Les nettoyages - sortie et chargement des déchets de provenance indéterminée.

La fermeture et la condamnation des locaux en cours d'achèvement.

La maintenance des installations de chauffage neuves nécessaires au préchauffage du bâtiment (exploitation - assurances - surveillance).

Mise à disposition de tous les corps d'état pendant le chantier des bennes nécessaires au stockage des déchets de chantier et enlèvement aux décharges.

Les frais de gardiennage du chantier (caméra reliée à une société de surveillance) le cas échéant.

**00.05.01.04 - Gestion et trésorerie du compte prorata :**

Assurées par l'entrepreneur principal sous contrôle d'un comité élu au début du chantier par l'ensemble des entrepreneurs, composé au minimum d'un représentant du maître d'œuvre - de l'entrepreneur du lot principal - d'un représentant de chacun des lots.

La prévision de dépense pour le compte prorata est de 2% par lots. Aucun corps d'état ne sera dispensé de participer au compte prorata.

Une rétribution égale à 5 % (cinq pour cent) du montant global du compte prorata sera allouée à l'entrepreneur principal pour peines et frais de gestion en avances de fonds.

Le règlement du solde des travaux à chacun des entrepreneurs reste subordonné à la production d'un quitus justifiant de l'apurement du compte prorata.

En cas de litige concernant le compte prorata, le maître d'œuvre arbitrera et sa décision sera sans appel.

**00.06 – Exécution des travaux**

**00.06.01 - Prestations à la charge des entreprises**

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché.
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier.
- L'établissement des plans d'exécution
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux.
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels.
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages.
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux.
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception.
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux.
- La remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements.
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution.

**00.06.02 - Liaison entre les corps d'état**

---

L'OPC devra assurer le pilotage des différents corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- L'entrepreneur de gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux.
- Chaque entrepreneur réclamera au Maître d'œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.
- Chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires.
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble.
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, ou des plans, ou des dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

#### **00.06.03 - Coordination des études :**

Aucun travail supplémentaire, aucune modification de prestations, demandés lors des mises au point, ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires.

Aucune mise en fabrication ou exécution ne sera faite avant que le Maître d'Œuvre ait approuvé et visé les documents d'exécution.

Les observations du Maître de l'Ouvrage seront prises en comptes par les entrepreneurs.

Les documents seront fournis à titre gratuit pour approbation ou visa.

L'entrepreneur a la charge de diffuser chaque document définitif en nombre suffisant aux différents intervenants.

Les plans d'exécution de l'Entrepreneur devront être élaborés, et maintenus à jour.

#### **00.06.04 - Renseignements et documents techniques à fournir :**

##### **Avant travaux :**

- Un exemplaire papier et un exemplaire numérique des plans d'exécution, généraux et de détails, précisant en particulier les puissances, les débits mis en œuvre, les sections internes, les pertes de charges linéiques et les liaisons avec les autres corps d'état.
- La documentation technique complète sur le matériel proposé faisant apparaître notamment les points de fonctionnement prévus sur les courbes caractéristiques des appareils et matériels divers.
- La copie des certificats d'agrément et de classement à la résistance au feu, pour les matériaux équipements soumis à ces formalités.
- Fournir les différents procès-verbaux d'essais émanant d'organismes habilités.
- Les notes de calculs établies par l'entrepreneur. Il est rappelé que les indications de structure ainsi que celles relatives aux puissances, débits, ou diamètres de tuyauteries portées sur les plans de consultation ne sont données qu'à titre indicatif. L'entreprise est tenue de fournir toutes les notes de calcul justificatives relatives à ses installations.
- Une note destinée aux corps d'état concernés, précisant et justifiant les raccordements et besoins en fluides.

La totalité des documents spécifiés ci-avant devra être communiquée en temps utile au Maître d'œuvre, et recevoir l'accord de celui-ci avant toute exécution.

#### **00.06.05 - Traits de niveau**

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur de gros œuvre devra porter à ses frais le niveau + 1 m fini au-dessus de tous les planchers et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.

#### **00.06.06 - Echantillons**

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux, et de profils d'ouvrages qui lui seront demandés par le Maître d'Oeuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie. Pour toutes les finitions des produits, la gamme complète référencée au C.C.T.P. devra être présentée.

Pour le choix des coloris, les entrepreneurs sont tenus de répondre dans la gamme complète du fabricant sans aucune restriction de série ni de couleur.

Pour la finition des ouvrages devant recevoir un laquage, celle-ci sera établie d'après le nuancier teinte RAL.

Ils seront entreposés par les entrepreneurs dans le bureau de chantier jusqu'à la fin des travaux. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du Maître d'Œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du Maître de l'Ouvrage qui manifesterait ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ces risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures visées ci-dessus.

#### **00.06.07 - Eléments modèles**

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le Maître d'Œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de modèle.

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le Maître d'Œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le Maître d'Œuvre lors de la demande.

#### **00.06.08 - Règles d'exécution générales**

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'Œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de



réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

#### **00.06.09 - Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux**

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours de 1ère qualité, suivant indications de provenance et type du CCTP.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini dans le CCTP par une marque nommément désignée, et la mention « ou techniquement équivalent », les entrepreneurs auront la faculté de faire agréer par le Maître d'Œuvre un produit d'une autre marque, sous réserve que ce produit soit techniquement équivalent. En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra substituer un matériau de son choix à un de ceux prévus aux CCTP sans accord du Maître d'Œuvre.

##### **00.06.09.01 - Prescriptions concernant les matériaux en général :**

Tous les matériaux seront neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront, en aucun cas, présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

##### **00.06.09.02 - Agréments - Essais - Analyses :**

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'Œuvre, d'en apporter la preuve. L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du Maître d'Œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'Œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

##### **00.06.09.03 - Le bois**

Les bois mis en œuvre seront issus de forêts gérées durablement, garantis par label FSC, PEFC ou équivalent.

Les bois ouest-européens seront préférés aux bois est-européens et nord-américains, l'usage des bois tropicaux n'est autorisé que s'il n'existe pas d'alternative présentant les caractéristiques recherchées.

Les bois mis en œuvre seront de préférence d'essence naturellement durable, sans traitement préventif, pour la classe de risque concernée (bois sans aubier et d'hygrométrie <20%).

Les bois mis en œuvre devront être à l'état de "bois sec à l'air", c'est à dire, présenter un degré d'humidité variant de 13 à 17 %, l'humidité normale étant de 15 %.

---

Le traitement des bois sera réalisé par réтификаction : Traitement thermique à haute température (260°), sans aucun produit chimique ou toxique.

A défaut de réтификаction les bois seront traités en atelier par un produit certifié CTB P+, adapté à la classe de risque concernée.

Sont interdits les produits à base de créosote et PCP et les produits à base de CCA et CCB.

#### **00.06.09.04 - Matériaux proscrits**

Les matériaux ou procédés nécessitant des avis techniques d'exécution (ATEX)

#### **00.06.09.05 – Qualités des matériaux**

Les matériaux seront de manière générale de qualité robuste ou grand trafic prévu pour une utilisation intense

#### **00.06.09.06 – Programme Performanciel Environnementale**

Les entreprises favoriseront les matériaux sans COV et formaldéhydes, les produits étiquetés A+ et A. Le bois utilisé sera exclusivement certifiés FSC ou PEFC, naturellement durable avec degré d'humidité variant de 13 à 17 %.

L'entreprise favorisera les matériaux et produits de constructions concernées par les labels ou des certifications devront justifier de la marque NF Environnement, ou d'un éco-label Européen.

##### Pour les constructions neuves :

Les produits constituant sol/murs/plafonds en contact avec l'air intérieur doivent impérativement respecter les seuils suivants :

COVT : Classe A

Formaldéhyde : Classe A

##### Pour les rénovations des constructions existantes :

Les produits constituant sol/murs/plafonds en contact avec l'air intérieur doivent impérativement respecter les seuils suivants :

COVT : < 1000 µg / m3

Formaldéhyde : < 62 µg / m3 (sols) et < 125 µg / m3 (murs)

Cancérogène : 1 et 2 < 62 µg / m3

#### **00.06.09.07 - Stock de maintenance**

Un stock de matériaux sera provisionné afin de répondre aux besoins de maintenance des ouvrages

Nota : Un document annexe est joint au dossier de consultation des entreprises indiquant précisément les quantités à fournir pour constituer le stock de maintenance, les prescriptions de cette annexe sont en prendre en compte lors de la candidature et ne pourront pas faire l'objet de prestations supplémentaires celle-ci étant entendues comme inclus dans les prix unitaires des prestations.

### **00.07 - Protection des ouvrages**

#### **00.07.01 - Protection des ouvrages des autres corps d'état :**

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage si minime soit-il. Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

#### **00.07.02 - Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages :**

Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage, etc..., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace. En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints. Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches des escaliers où le nez de marche devra être protégé plus particulièrement. Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui, du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes. Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.  
Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

#### **00.07.03 Nettoyage de chantier**

Les sols seront livrés par le gros œuvre et le cloisonneur aux entrepreneurs de second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

#### **00.07.04 - Avant opération préalable à la réception :**

Le nettoyage de tous les locaux sera assuré par l'entreprise du lot peinture.  
Ce nettoyage comprendra les prestations suivantes :

- . Sols : carrelage, revêtement souple et peinture,
- . Revêtements muraux : faïence,
- . Quincaillerie : boutons de portes, béquilles et tous accessoires,
- . Appareils sanitaires : évier, cuvette de WC, abattants, lavabos, douches...
- . Interrupteurs, prises de courant,
- . Vitres et glaces aux deux faces,
- . Aluminium des ensembles vitrés aux 2 faces,
- . Ensembles menuisés intérieurs.

#### **00.07.05 - Pendant les opérations préalables à la réception, après intervention du Peintre :**

Le nettoyage tel que décrit ci-dessus sera assuré autant que besoin (sur ordre du Maître d'Œuvre) par une entreprise extérieure spécialisée à la charge du compte prorata pour des entreprises responsables et ayant eu à intervenir dans des locaux après nettoyage pour finitions ou levée de réserves.  
Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local, ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et l'évacuation immédiate ou la mise à l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

**En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.**

De plus, et à raison d'une fois par semaine, l'entrepreneur de gros œuvre devra effectuer un nettoyage et balayage général de la construction. Il aura également à sa charge l'enlèvement à la décharge publique des gravois de tous les corps d'état mis en tas à l'extérieur du bâtiment. Seront également à la charge du gros œuvre, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

La répartition de la gestion des déchets est indiquée dans le PGC et régit NFP03001.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération, ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois ; les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause, ou dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au compte prorata.

## **00.08 - Autres prescriptions**

### **00.08.01 - Représentation de l'entrepreneur :**

L'entrepreneur désignera la (les) personne(s) chargée(s) de le représenter sur le chantier, à qui il déléguera tous pouvoirs pour :

- Prendre les décisions d'ordre technique.
- Signer tous documents d'ordre administratif et financier.
- Assurer périodiquement l'état des effectifs et l'avancement des travaux.
- Assister aux réunions de chantier et assurer l'indispensable coordination avec les autres entrepreneurs.

Le(s) nom(s), fonction(s) et signature(s) de ce(s) responsable(s) devront être envoyés par lettre émanant de l'entrepreneur au Maître de l'Ouvrage avant le début des travaux.

### **00.08.02 - Moyens de l'entrepreneur :**

Les agents et ouvriers que l'entrepreneur emploie doivent être en nombre suffisant et avoir, chacun dans sa spécialité, les qualités nécessaires pour la marche régulière et la bonne exécution des prestations et des travaux.

Les matériels et matériaux dont l'entrepreneur dispose sur le chantier sont considérés comme destinés à l'exécution du marché. Ils ne peuvent être retirés du chantier sans l'autorisation du Maître de l'Ouvrage.

### **00.08.03 - Stockage, manutentions sur site :**

Il appartient à l'entrepreneur :

- De s'assurer des accès aux locaux.
- De vérifier leurs caractéristiques dimensionnelles, la dimension des accès, les surcharges admissibles, leur utilisation future.
- D'assurer le gardiennage et la protection des équipements déjà en place et stockés.
- D'effectuer les manutentions nécessaires pour la mise en place des équipements, puis sur le lieu d'implantation définitive.
- Une zone de stockage extérieure est prévue sur site.

Si le stockage intérieur était impossible ou insuffisant, il serait aussi à la charge de l'entrepreneur de prendre à sa charge toutes dispositions pour protéger la totalité de ses équipements.

### **00.08.04 - Préchauffage des bâtiments :**

Les frais de préchauffage seront à la charge de l'entreprise générale ou du groupement

Le préchauffage a pour objet :

- D'obtenir dans les locaux en cours d'achèvement, les températures minimales requises pour la réalisation des travaux de certains lots.
- De maintenir dans les locaux réputés achevés, une température garantissant la bonne conservation des prestations réalisées.

### **00.08.05 - Contrôles et réception :**

#### **00.08.05.01 - Contrôles et essais**

Les contrôles et essais auront lieu en cours de travaux et pendant la période de préparation à la réception. L'entrepreneur établira, sur les bases des spécifications du marché, un projet de procédure de contrôles et d'essais soumis à l'accord du Maître de l'Ouvrage. A défaut de tout document il doit être appliqué la procédure COPREC 1 et 2.

#### **00.08.05.02 - Rebut des fournitures**

Jusqu'à expiration de la période de garantie contractuelle, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de rebuter tout ou partie des matériels et installations pour incompatibilité irrémédiable des matériaux et matériels avec les obligations contractuelles, notamment dans les cas suivants :

- Eléments reconnus défectueux lors des contrôles en usine ou sur le site.
- Incapacité de l'entrepreneur de présenter ses matériels à la réception des installations au bout d'un délai fixé par la Maîtrise d'Œuvre.
- Dépassement des délais contractuels pour les mises au point nécessaires.
- Non obtention des performances définies dans les spécifications techniques et garanties par l'entrepreneur.
- Apparition de vices graves rendant l'usage des locaux ou des installations dangereux ou anormalement onéreux et de toute manière incompatible avec une exploitation normale.

Avant de prononcer le rebut, le Maître de l'Ouvrage examinera avec l'entrepreneur la possibilité de limiter le rebut aux éléments auxquels il ne pourra être évité.

Tout élément rebuté sera remplacé dans les délais compatibles avec la livraison.

#### **00.08.05.03 - Protection et maintien des installations :**

L'entrepreneur est responsable de ses installations jusqu'à leur réception ; à ce titre il doit notamment :

- Protéger son matériel par des moyens appropriés pour éviter que d'autres entrepreneurs puissent occasionner des dégradations.
- Assurer la sécurité de quiconque travaillera aux abords de ses installations.

#### **00.08.05.04 - Documents fournis au moment des opérations préalables à la réception :**

Les opérations préalables à la réception sont conditionnées par la production conforme à l'exécution de :

- Toutes les fiches d'agrément des matériaux et matériels.
- Tous les plans de conception et d'atelier ayant servi pour l'exécution.
- Toutes les notices de fonctionnement, ainsi que les plans d'ensemble et graphiques originaux nécessaires à l'exploitation des ouvrages et équipements.
- Toutes les pièces contractuelles d'incidence directe ou indirecte sur l'exploitation et l'entretien futur des ouvrages et équipements.

L'entrepreneur disposera à cet effet de tous les moyens pour établir sous son entière responsabilité et sous les directives du Maître de l'Ouvrage, les documents.

Les dossiers sont à produire en quatre exemplaires dont un reproductible qui restera la propriété du Maître de l'Ouvrage.

### **00.09 - Sécurité**

L'entrepreneur respectera les règles de sécurité en vigueur lors de la réalisation de ses ouvrages. Les frais consécutifs aux dispositions prises en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs seront pris en compte conformément à ceux énoncés dans le Plan Général de Coordination (P.G.C.) établi par le coordonnateur désigné et joint au présent dossier de consultation.

Ce poste devra être pris en considération et les frais en résultant seront réputés inclus dans les prix unitaires figurant au bordereau estimatif de l'entreprise.



---

## **00.10 – Disposition d'hygiène communes**

### **00.10.01 - Nettoyage journalier du poste de travail**

Il est demandé à chaque entreprise de prévoir quelques minutes et le matériel pour procéder au nettoyage à la lingette désinfectante ou produit similaire des parties et matériels communs manipulés dans la journée (exemple : poignée de porte et montant de coulissants des M/Ext). Il est aussi rappelé aux entreprises que chaque opérateur doit balayer sa zone de travail tous les soirs avant de quitter le chantier et impérativement quand l'opérateur doit libérer la zone pour une autre entreprise.

### **00.10.02 - Evacuation des déchets**

Il est demandé aux entreprises d'avoir des sacs à déchets adaptés et en nombre suffisant pour évacuer tous les déchets hygiène et santé qu'elles produisent sur le chantier. Il est demandé aux entreprises de faire une fiche sur le circuit de traitement de leurs déchets « DASRI » et d'en informer le CSPS. Il sera bien entendu interdit de laisser traîner sur le chantier des produits d'hygiène ayant servi de type masques, gants etc...

### **00.10.03 - Les locaux communs sanitaires**

Ils seront équipés de produit d'hygiène « savon et essuie mains », mais chaque entreprise devra être équipé des mêmes produits y compris gel hydro alcoolique, lingette pour les besoins de ses propres salariés.

### **00.10.04 - Dispositions d'hygiène pour le cantonnement**

#### **00.10.04.01 - Pour les sanitaires**

Le nettoyage complet et général se fera une fois par jour (un carnet d'entretien devra être tenu et visible sur le chantier, avec jour et heure de passage). Les sanitaires seront munis en permanence des produits suivants :

- a) un distributeur de savon à chaque point d'eau. (À renouveler)
- b) un rouleau d'essuie main (à renouveler).
- c) un pulvérisateur par bloc sanitaire avec un produit désinfectant à l'intérieur qui permettra à chaque utilisateur de pouvoir désinfecter derrière son passage. (Produit à renouveler)

#### **00.10.04.02 - Les réfectoires**

a) Mesures particulières pour les repas, dans la mesure où le temps est plus clément à cette période de l'année, il sera autorisé de déjeuner à l'extérieur à deux endroits, soit au niveau du parking près de véhicules, soit dans le jardin, dans les deux cas il sera expressément demandé aux entreprises de bien vouloir débarrasser (les déchets) et nettoyer derrière eux. Il ne sera pas autorisé de brasero ou de barbecue.

b) Il sera aussi autorisé de façon ponctuelle et dérogatoire de déjeuner dans la zone de travail, et il sera impératif de laisser propre les locaux après le déjeuner.

#### **00.10.04.03 - Les vestiaires**

a) Il est demandé aux entreprises de privilégier l'arrivée sur le chantier en tenue de travail si possible.

Dans le cas d'opérateur qui se change sur place, les opérateurs peuvent se changer dans leurs camions, ou dans une pièce du chantier, en prenant soin de remettre les effets personnels dans leurs camions une fois changé.

### **00.10.05 - Réunion de chantier**

Les ordres et la coordination se feront de manière particulière et sur le chantier avec les équipements d'hygiène adéquats. Il est demandé aux entreprises qui seront convoquées sur le chantier d'être munies d'EPI (gants lunettes et masques).

**00.10.06 - CSPA**

Le CSPA devra intégrer à son PGCSPA les mesures de sécurité à prendre sur le chantier.  
Les entreprises devront après réception du PGCSPA rédiger un PPSPA adapté aux contraintes de l'opération.